

**COMMUNAUTE DE COMMUNES VAL GUIERS**  
**Parc d'Activités Val Guiers – 585 route de Tramonet**  
**73330 BELMONT-TRAMONET**

**DEPARTEMENT DE LA SAVOIE**  
**Arrondissement de Chambéry**

L'an deux mille vingt-six, le deux juin, le Conseil communautaire dûment convoqué, s'est réuni en session ordinaire au siège de la Communauté de communes sous la présidence de Monsieur Paul REGALLET, Président.

**Nombre de Conseillers :**

En exercice : 36 **Quorum : 19**  
Présents : 31  
Ayant donné un Pouvoir : 05  
Absent : 00  
Ne prenant pas part au vote : 00  
Votants : 36

**Résultat du vote :**

Abstention : 00  
Suffrages exprimés : 36  
Pour : 36  
Contre : 00

**Majorité absolue des suffrages exprimés : 19**

**Secrétaire de séance :**

Philippe VITTOZ

**Date de la convocation :**

27/05/2026

**31 présent(e)s** : **Avressieux** : MM. MENUEL André, REGALLET Paul. **Belmont-Tramonet** : MM. GROS Sébastien, MARTIN Pascal. **Champagneux** : Mme LO BONO Angéline, M. LACROIX Gilles. **Domessin** : Mmes ANDRE Valérie, HERRAULT Françoise, M. DESBOIS Nicolas. **La Bridoire** : Mme BECHEROT Nathalie, MM. BERTHIER Yves, VITTOZ Philippe. **Pont de Beauvoisin** : Mmes POTELLE Carine, YACONO Céline, MM. GOURHANT Yann, SAVARY Sébastien, TAVELLA Jean-Franck. **Rochefort** : M. ARGOUD Yves. **Saint Béron** : Mmes COLRAT Christelle, PLASSAIS Catherine, MM. LAINARD Jean-Pierre. **Saint Genix-les-Villages** : Mmes CHARANCE Régine, PICARD Marie-France, POLLET Laurence, RIVE Nathalie, MM. JACQUEMIER Nicolas, KREBS Jean-Marie, PARCORET Régis, PERROUD Régis. **Sainte Marie d'Alvey** : Mme CORNET Romance. **Verel-de-Montbel** : M. CEVOZ-MAMI Christian.

**05 pouvoirs** : M. ETIENNE Christian à Mme HERRAULT Françoise, M. MONTAGNE Erick à Mme ANDRE Valérie, Mme JOURDAN Véronique à M. BERTHIER Yves, Mme BERTEAU Maëva à Mme YACONO Céline, M. PERROT Alain à M. LAINARD Jean-Pierre.

**OBJET : BUDGET PETITE ENFANCE / ENFANCE JEUNESSE - VOTE DU COMPTE FINANCIER UNIQUE 2025 :**

**MONSIEUR LE PRESIDENT,**

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT) ;

Vu l'article 242 modifié de la loi n° 2018-1317 du 28 décembre 2018 de Finances pour 2019 ;

Vu le Compte Financier Unique (CFU) 2025 du budget Petite enfance/enfance jeunesse ;

Considérant que pour les collectivités territoriales, leurs groupements et leurs établissements publics, le Compte Financier Unique (CFU) va se substituer progressivement au Compte Administrative et au Compte de gestion. La Président de la CCVG a décidé de passer au CFU dès l'exercice 2025 sans attendre la date butoir.

Considérant que ce document unique, fusion entre le compte administratif produit par l'ordonnateur et le compte de gestion produit par le comptable public, constitue une mesure de simplification qui permet de favoriser la transparence et la lisibilité de l'information financière, d'améliorer la qualité des comptes et de simplifier les processus administratifs

entre l'ordonnateur et le comptable, sans remettre en cause leurs prérogatives respectives, au travers de l'unification du compte administratif et du compte de gestion ;

Considérant que le CFU est une procédure entièrement dématérialisée, permettant la mise en place de contrôles automatisés entre les données de l'ordonnateur et celles du comptable, ce qui simplifie leurs travaux en amont de la production du CFU ;

Considérant que le CFU met en évidence des informations clés sur la situation financière de la collectivité, en particulier sur la présentation des résultats, du bilan et le compte de résultat synthétiques et des taux des contributions et produits afférents ;

Considérant que le vote du CFU constitue l'arrêté des comptes au sens de l'article L.1612-12 du CGCT.

Considérant que le CFU est soumis au vote de l'assemblée délibérante par le Président, selon un calendrier et des modalités comparables à celles en vigueur pour le compte administratif.

Considérant les dispositions de l'article L. 2121-14 du CGCT qui prévoient que « dans les séances où le compte administratif du maire est débattu, le conseil municipal élit son président. Dans ce cas, le Maire peut, même s'il n'est plus en fonction, assister à la discussion, mais il doit se retirer au moment du vote » ;

Considérant que, dans ce cadre, il est proposé au Conseil Communautaire de procéder à la désignation du Président de la séance au scrutin public, conformément aux dispositions de l'article L.2121-21 du CGCT.

Le conseil communautaire siège sous la présidence du 1<sup>er</sup> Vice-Président, désigné, Monsieur Philippe VITTOZ ;

Considérant le CFU 2025 du budget Petite enfance/enfance jeunesse présenté et résumé comme suit par le Vice-Président aux finances :

Budget Annexe Petite Enfance-Enfance Jeunesse	CFU 2025
Recettes de fonctionnement	3 192 210.27
<i>Reprise excédent N-1</i>	
Dépenses de fonctionnement	3 192 210.27
<i>Reprise déficit N-1</i>	
<b>Résultat de fonctionnement</b>	<b>0.00</b>
Recettes d'investissement	516 673.43
<i>Reprise excédent N-1</i>	0.00
Dépenses d'investissement	516 673.43
<i>Reprise déficit N-1</i>	0.00
<b>Résultat d'investissement sans RAR</b>	<b>0.00</b>
<i>RAR - Recettes</i>	83 520.62
<i>RAR - Dépenses</i>	24 103.27
<b>Résultat d'investissement avec RAR</b>	<b>59 417.35</b>
<b>RESULTAT DE CLOTURE (hors RAR)</b>	<b>0.00</b>
<b>RESULTAT DE CLOTURE (avec RAR)</b>	<b>59 417.35</b>

Monsieur le Président quitte ensuite la séance.

**LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE, APRES EN AVOIR DELIBERE,  
Par 36 voix pour ; 00 voix contre ; 00 abstention,**

➤ **DECIDE**

- De donner acte de la présentation faite du Compte Financier Unique 2025 ;
- D'approuver le Compte Financier Unique 2025 du budget Petite enfance/enfance jeunesse qui n'appelle ni observation ni réserve de sa part ;
- De Donner pouvoir à Monsieur le Président pour prendre toutes mesures nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

Le Président,

**-Certifie** sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte qui sera affiché ce jour au siège de la Collectivité.

**-Informe** que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Grenoble dans un délai de 2 mois à compter de sa publication et de sa transmission aux services de l'Etat.

Ainsi fait et délibéré les jours, mois et an que ci-dessus.  
Pour extrait certifié conforme et exécutoire.

Publié et transmis en Préfecture le 11/06/2026,

**LE PRESIDENT,  
Paul REGALLET**



**LE SECRETAIRE,  
Philippe VITTOZ**

Envoyé en préfecture le 11/06/2026

Reçu en préfecture le 11/06/2026

Publié le



ID : 073-247300528-20260602-2026\_06\_02\_05-DE